

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Birnbaum, Norman, *La crise de la société industrielle* (Traduit de l'américain par Marcel Rogues), (Oxford University Press, 1969), Éd. Anthropos, Paris, 1972, Bibliographie + index, 223 p.

par Micheline de Sève

Études internationales, vol. 5, n° 3, 1974, p. 562-563.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700467ar>

DOI: 10.7202/700467ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

communauté doit donc assumer ses responsabilités et cesser de taxer l'individu victime. L'importance donnée, dans les programmes occidentaux de sécurité sociale, à ce que les auteurs appellent « l'éthique du travail », doit disparaître. Cette éthique qui consiste en la valorisation du travail comme activité et non en fonction de son produit, est la manifestation politique d'une croyance populaire voulant que le pauvre soit un parasite plus ou moins paresseux. Elle implique une méfiance à l'endroit de l'individu, héritage culturel de l'époque de l'industrialisation en Occident. Alors qu'une véritable lutte contre la pauvreté nécessite une intervention législative au niveau de la redistribution des biens et des ressources, on se contente de mesures de soutien qui cherchent à créer une obligation à travailler. On ignore systématiquement le fait que la plupart des pauvres travaillent déjà. Ainsi les politiques de sécurité sociale demeurent-elles ambivalentes. On parle de lutte contre la pauvreté mais on attaque très peu les causes de celle-ci.

Partant de cette analyse les auteurs suggèrent, avec la timidité propre aux scientifiques prudents, qu'une véritable lutte à la pauvreté requiert : premièrement l'oubli de l'éthique du travail ; deuxièmement, une intervention politique modifiant réellement la distribution des biens et des ressources et, troisièmement, une planification à moyen et à long terme assurant la récupération de ceux qui seront fatalement déplacés par le développement économique et technologique.

Cette œuvre constitue un document important pour tous ceux qui se soucient du problème de la pauvreté. Elle place le débat à son juste niveau, et rappelle à l'ordre tous ceux qui auraient pu oublier les leçons que peuvent nous apprendre l'histoire et l'anthropologie. En soulignant l'importance des mécanismes d'adaptation de l'individu à son environnement physique et social, les auteurs ouvrent une nouvelle perspective d'analyse qui pourrait donner naissance à des politiques sociales reposant sur des données scientifiques plutôt que sur des préjugés culturels.

André CLOUTIER

*Droit,
Université Laval*

BIRNBAUM, Norman, *La crise de la société industrielle* (Traduit de l'américain par Marcel Rogues), (Oxford University Press, 1969), Éd. Anthropos, Paris, 1972, Bibliographie + index, 223p.

Se situant dans la lignée de C. W. Mills, d'Abendroth et de Marcuse et l'un des pionniers de la « jeune » sociologie critique américaine, l'auteur présente dans cet ouvrage de lecture aussi stimulante qu'abordable une série d'essais qui sont le produit de conférences prononcées d'abord au *Trinity College (Trinity)*. Traitant respectivement des classes sociales, du pouvoir et de la culture, les trois exposés développés dans cet ouvrage de philosophie politique manquent peut-être d'originalité, mais ils demeurent captivants dans la mesure où ils s'articulent étroitement autour d'une critique bien conduite et remarquablement ferme de la conception libérale de l'arbitrage des conflits sociaux par « la rationalité technique du système lui-même » (p. 22). L'auteur rejette la thèse de la conquête pacifique et progressive de l'élargissement des bases sociales du pouvoir politique : « L'histoire de la société industrielle, écrit Birnbaum, n'est pas l'histoire des progrès de la liberté... L'extension des libertés, là où elle s'est produite, a été en fait le fruit d'une bataille qui a souvent comporté l'usage ou la menace de la violence. Et si les impératifs du marché ont été tempérés, cela a été dû essentiellement à la pression exercée par la classe ouvrière organisée » (p. 74).

Cependant, les dons d'essayiste de l'auteur et la finesse de l'analyse, s'ils démontrent indubitablement ses qualités de pédagogue et de penseur, ne sauraient pallier la trop grande généralité des données sur lesquelles il s'appuie pour dénoncer à la suite de Hans Heinz Holz la « société de classe voilée ». Ainsi, retracer en quinze pages le développement de l'État dans quatre sociétés industrielles – Allemagne, Grande-Bretagne, France et États-Unis – (pp. 62ss) constitue un exploit digne des meilleurs maîtres, ce ne saurait satisfaire l'esprit de rigueur et le souci de précision des spécialistes contemporains des sciences sociales. Cela ne diminue pas la valeur de l'ouvrage, mais c'est dire qu'il ne saurait se classer dans la catégorie des œuvres clés. De fait, ces essais sont plus

riches par leur contribution à la critique des sociétés capitalistes que par leur apport positif au renouvellement de la sociologie. Pas plus que Gouldner, Birnbaum n'a encore réussi à formuler une solution d'alternative à l'approche « objective et neutre » des structuralfonctionnalistes et des behavioristes américains. Cependant, il n'est pas interdit de penser qu'il puisse y parvenir et déjà, dans un ouvrage subséquent, *Towards a Critical Sociology* (Oxford Univ. Press, 1971), il accomplit de notables progrès en ce sens. Les instruments ne sont pas encore forgés mais l'objectif est clairement tracé : créer à côté de la sociologie « conventionnelle » axée sur la notion d'intégration une sociologie « radicale » fondée sur la notion de conflit.

Micheline de SÈVE

Université Laval

DAVIES, Morton R. et LEWIS, Vaughan A.,
Models of Political Systems, MacMillan Press Ltd, Toronto, 1971, 182p.

En écrivant ce petit ouvrage, Davies et Lewis n'avaient pas de grandes prétentions. Ils ont essentiellement voulu « offrir une introduction sur les efforts contemporains de construire des modèles pour faciliter l'analyse comparative des systèmes politiques dans les États-nations d'aujourd'hui » (page IX de l'introduction). Ce livre constitue en fait une entrée en matière *très générale* à l'approche contemporaine de la science politique. Il s'adresse avant tout aux étudiants dans l'espoir de les encourager à poursuivre plus avant leurs réflexions dans cette jungle de modèles applicables en science politique. Ainsi, les quatre parties du livre ne donnent lieu à aucune analyse en profondeur. Les deux auteurs se bornent à esquisser quelques grandes orientations, à brosser à grands traits le tableau de la science politique contemporaine.

La première partie fournit une brève perspective historique des tendances générales en science politique. À grands traits, les auteurs soulignent la désaffection – avant la Deuxième Guerre mondiale – des politologues à l'égard d'une certaine science politique rattachée à

l'étude de l'État, à ses institutions, aux constitutions. L'analyse politique moderne est née le jour où les politologues ont débordé l'étude de ce cadre juridique étroit pour s'intéresser à la structure sociale de l'État, au contexte social dans lequel les institutions et constitutions opéraient. La recherche pour une nouvelle science politique avec cette insistance sur les structures et fonctions du comportement politique apparaît nettement après la Deuxième Guerre mondiale. L'apport fondamental introduit par cette nouvelle génération de chercheurs pour faire de la science politique une discipline plus systématique est l'introduction du concept de « système ». La vie politique est dès lors vue comme un système ou un ensemble de systèmes en interaction ouvert aux influences extérieures. Le concept de système est utilisé comme un concept analytique et non nécessairement pour décrire ou refléter un système concret. C'est le point de départ de l'analyse politique moderne. Simultanément, apparaissent un nouvel ensemble de concepts pour l'analyse politique. Davies et Lewis mentionnent que parmi les plus importants, il y a ceux de système politique, de rôle, de culture politique, de structure politique et de socialisation politique.

La deuxième partie considère quelques-unes des tentatives qui ont été effectuées pour définir ces concepts et formuler des hypothèses en vue de l'examen « systématique » du système politique. Ils en retiennent quatre qui constituent autant de brefs chapitres : les analyses de G. A. Almond, David Easton, David Apter et Karl W. Deutsch. Il ne s'agit aucunement d'une quelconque retranscription de textes écrits par ces quatre chercheurs, mais essentiellement d'une tentative de définir et caractériser à grands traits le cadre général de recherche de chacun des quatre auteurs concernés. Ainsi, Davies et Lewis se bornent à exposer quelques-uns des concepts clés que chacun utilise et à présenter globalement leur modèle d'analyse, plus précisément leur conception de la nature du système politique. Suit une très brève conclusion où les deux auteurs soumettent quelques remarques – trop générales disons-le – sur les similarités et différences entre ces différentes conceptions du système politique. Notons en particulier que le choix des quatre auteurs n'est à aucun moment justifié dans l'ouvrage de Davies et Lewis ; devons-nous considérer l'é-